

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bâtiment Territoire
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 24 avril 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur 

FIN'TECH INDUSTRIE

38 rue Philippe Lebon
81000 Albi

Références : 81-RA-2023-38
Code AIOT : 0006803705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 avril 2023 dans l'établissement FIN'TECH INDUSTRIE implanté 38, rue Philippe Lebon - ZI de Jarlard - sur le territoire de la commune d'Albi (81000). L'inspection a été annoncée le 8 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection réalisée le 1er juin 2022, deux non-conformités (absence de systèmes de détection automatique incendie et présence de matériaux utilisés pour l'éclairage naturel susceptibles de produire des gouttes enflammées lors d'un incendie) et trois faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction (consignes d'exploitation, matériel de lutte contre l'incendie et disposition de protection contre la foudre) ont été relevés.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 18 août 2022 de se mettre en conformité au plus tard le 31 mars 2023.

L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure, à savoir la mise en place d'un système de détection automatique incendie et la conformité des matériaux utilisés pour l'éclairage naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIN'TECH INDUSTRIE
- 38, rue Philippe Lebon ZI de Jarlard 81000 Albi
- Code AIOT : 0006803705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FIN'TECH INDUSTRIE appartient au groupe MH INDUSTRIES qui dispose de 6 filiales dont 5 implantées en France et 1 en Espagne, à savoir :

- société MH Espagne implantée à Bilbao, fournisseur de moules pour la fonderie DIACE
- société DIACE implantée à Vayrac (46), fonderie
- société TL 21 implantée à Couchey (21), spécialisée dans l'application de peinture poudre en thermolaquage
- société META INDUSTRIE implantée à Malemort (19), spécialisée en tôlerie/chaudronnerie
- société META LASER implantée à Saint-Cyr (87), spécialisée dans la découpe laser,
- société FIN'TECH INDUSTRIE à Albi.

La société FIN'TECH INDUSTRIE exploite un atelier de traitement de surface sur pièces diverses (activité 2565), des installations d'application de peinture liquide ou poudre (activité 2940) ainsi qu'un four à pyrolyse (activité 2566) permettant le décapage de pièces. L'activité de l'entreprise est principalement une activité de sous-traitance pour le bâtiment, l'aéronautique, le ferroviaire, l'industrie, le médical, l'armée et plus récemment le nucléaire. Elle emploie environ 110 salariés sur le site, dont 10 intérimaires.

Elle bénéficie à ce titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 décembre 2007 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 mai 2013 et du 16 avril 2021.

Préalablement à l'inspection, le directeur de site a indiqué que la société devait faire face à une croissance d'activité très importante malgré l'augmentation des prix du gaz, de l'électricité et des matières premières qu'il est contraint de répercuter sur ses clients. En revanche, il se heurte à une pénurie de main d'œuvre et le recrutement de 10 à 15 nouveaux collaborateurs est particulièrement difficile. Selon lui, les difficultés de recrutement dans l'industrie manufacturière se sont accentuées depuis la crise sanitaire liée au Covid-19.

Les thèmes de visite retenus sont le suivi de l'inspection réalisée le 1^{er} juin 2022 et le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 août 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010 article 18	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	30/06/23
6	Étude technico-économique	AP complémentaire du 18/08/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	30/06/23

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Systèmes de détection automatique incendie	Arrêté ministériel du 09/04/2019 article 19	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription
3	Consignes d'exploitation	Arrêté ministériel du 09/04/2019 article 22-II	Susceptible de suites
4	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 10/12/2007 article 6.5.2	Susceptible de suites
5	Éclairage	Arrêté ministériel du 09/04/2019 article 17	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 18 août 2022 étant désormais respectées, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport.

Les autres points de contrôle ayant fait l'objet de constats « susceptibles de suites administratives » relevés lors de l'inspection du 1er juin 2022 ont pu être levés, sauf pour ce qui concerne les dispositifs de protection contre les effets de la foudre. Une fiche de constat spécifique est reprise dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} juin 2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 31 décembre 2022
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>[...]</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
Constats : Suite au rapport de contrôle en date du 27 novembre 2019 établi par un organisme compétent, l'exploitant a réalisé une analyse du risque foudre (ARF) le 8 février 2021.
L'ARF a mis en évidence une protection insuffisante du bâtiment principal et de l'extension nécessitant la production d'une étude technique foudre. Cette étude a été réalisée le 25 mai 2021 puis complétée le 15 décembre 2021. Des travaux de mise en conformité ont été réalisés par une entreprise spécialisée sur les installations existantes et ont pris fin en janvier 2023.
Cependant, le rapport de contrôle du 27 février 2023 pointe de nouvelles non-conformités apparues postérieurement aux travaux de mise en conformité, notamment sur les prises de terre des deux paratonnerres (valeur de résistance supérieure à 10 Ohms) et au niveau du tableau général de basse tension (TGBT) du bâtiment principal.
Observations : L'exploitant s'est engagé à lever les non-conformités au plus tard le 30 juin 2023.
A ce stade, il n'est pas proposé de mise en demeure à l'encontre de la société FIN'TECH INDUSTRIE car, cette dernière n'est pas directement responsable du manque de compétences de l'entreprise spécialisée chargée initialement de la mise en conformité totale des installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 juin 2023

N° 2 : Systèmes de détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 1^{er} juin 2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31 mars 2023
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'établissement est désormais équipé d'un dispositif de détection automatique incendie.
Observations : La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 1^{er} juin 2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 15 juillet 2022
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - [...] - la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les vérifications annuelles des sondes de niveau, de température, d'alarme point bas sur les capacités de rétention, effectuées par le responsable maintenance, sont désormais consignées dans un document informatique prévu à cet effet. L'exploitant dispose de procédures écrites décrivant la fréquence de vérification de ces dispositifs et les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2007, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 1^{er} juin 2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 15 juillet 2022
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'établissement doit au moins : <ul style="list-style-type: none"> • [...] • signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées. Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit accessible en permanence par les services de secours ; • disposer d'une ou de plusieurs réserves de sables secs avec pelles, en quantité adaptée, sans jamais être inférieure à 400 litres.
Constats : Les organes de coupure d'alimentation générale en électricité et gaz sont désormais signalés par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées et l'établissement dispose d'une réserve de sable sec en quantité adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Éclairage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 1^{er} juin 2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18 septembre 2022
Prescription contrôlée : Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Constats : Lors de l'inspection du 1 ^{er} juin 2022, il a été constaté la présence de nombreux anciens puits de lumière en toiture, désormais occultés au niveau de la partie extérieure, composés de panneaux en polycarbonate et susceptibles de produire des gouttes enflammées lors d'un incendie. L'exploitant a procédé à la suppression des panneaux en polycarbonates positionnés en toiture.
Observations : La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Étude technico-économique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none">a) dimensionner les besoins en eaux d'extinction incendie en tenant compte de la présence des différents bâtiments et des éventuelles séparations de type mur coup-feu 2 h entre les bâtiments anciens/nouveaux. Ces besoins sont évalués sur la base du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, appelé guide pratique D9 (édition juin 2020) ;b) déterminer le dimensionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, appelé guide pratique D9A (édition juin 2020) ;c) déterminer le positionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie en tenant compte du relief du terrain ;d) déterminer le coût lié aux travaux de réalisation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie. <p>Cette étude comporte un échéancier prévisionnel des travaux à réaliser ainsi qu'un ou plusieurs plans de situation de l'ensemble du site permettant d'identifier :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites de propriété ;• l'implantation des bâtiments ;• l'implantation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie ;• les cotes NGF du terrain ;• le tracé des différents systèmes de cheminement des eaux d'extinction incendie vers le dispositif de confinement (canalisations, caniveaux, etc.). <p>Cette étude technico-économique est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 3 avril 2023 à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative au projet d'implantation d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 570 m³. Ce bassin, dont le volume n'est pas justifié, a semble t-il, été dimensionné en tenant compte de la présence d'un mur coupe-feu REI 120 entre les anciens et les nouveaux bâtiments.</p> <p>À ce stade, 3 scénarios (avec variantes) ont été étudiés pour le confinement des eaux d'extinction incendie, à savoir la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit d'un ouvrage de confinement constitué de tuyaux enterrés en PEHD de diamètre 2400 mm ;- soit d'un bassin de retenue de surface revêtu d'une géomembrane ;- soit d'un bassin aérien en béton revêtu d'une géomembrane. <p>Cependant, cette étude ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conformité ou la nécessité de mettre en conformité le mur CF REI 120 entre les anciens et les nouveaux bâtiments ;- le montant estimatif des éventuels travaux de mise en conformité du mur CF REI 120 ;- l'éventuelle impossibilité de prise en compte du mur CF REI 120 si des travaux obligatoires de mise en conformité s'avéraient irréalisables pour des raisons d'ordre technique ou financière ;- les besoins en eaux d'extinction incendie calculés selon le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, appelé guide pratique D9 (édition juin 2020) ;- la détermination et la justification du volume d'eaux d'extinction incendie à confiner sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, appelé guide pratique D9A (édition juin 2020).

<p>Observations : L'exploitant doit compléter son étude technico-économique et la transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard pour le 30 juin 2023.</p> <p>Un échéancier précis des travaux à réaliser (mur CF REI 120, bassin de confinement, etc.) tenant compte de la solution finale retenue devra être transmis à cette occasion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 juin 2023